

Droit Administratif

44^e année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Paris-XII



N° 5 - MAI 2005

Alertes 10 et 11

Études 8 et 9

Commentaires 61 à 77

Pratiques 5

Juridiction administrative

8 Dépassement du caractère national de la juridiction administrative : le contentieux Schengen

Étude par Marie GAUTIER,
Professeur de droit public à l'IEP de Toulouse (p. 7)

Les mécanismes du système Schengen conduisent le juge administratif à se prononcer parfois sur des actes émis par des autorités administratives étrangères : lorsqu'il est saisi de décisions fondées sur une inscription au fichier SIS faite par une autorité étrangère, et que cette inscription est contestée. La mise en œuvre de ce contrôle pose cependant des problèmes très délicats.

Environnement

9 Le juge administratif et le loup

Étude par Peggy LE GOFF, ATER
à la Faculté de droit de Toulon (p. 12)

Marchés publics

65 Illégalité du régime particulier des marchés de services de l'article 30 du CMP

Commentaire par Alain MÉNÉMÉNIS
(p. 21)

Notamment ce mois-ci

Alertes

- 10 La Charte de l'environnement (p. 4)
- 11 À propos de l'ouvrage de Gilles Savary « L'Europe va-t-elle démanteler les services publics ? » (p. 4)
par Martine LOMBARD

Commentaires

- 61 Aides publiques
Le statut d'établissement public recèle-t-il par nature une aide d'État ? (p. 16)
par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

➤ 63 Marchés publics

CMP 2004 : la question des contrats globaux (p. 19)
par Alain MÉNÉMÉNIS

➤ 67 Élections

La recevabilité d'un candidat à la candidature (p. 24)
Note CE

➤ 68 Étrangers

Référé-liberté et reconduite à la frontière (p. 26)
par Vincent TCHEN, Maître de conférences à l'Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines

➤ 73 Procédure

Compétence pour statuer sur les préjudices causés par un EPIC dans le cadre d'une activité de conseil (p. 32)
par Frédéric NAUD, Avocat à la Cour

➤ 76 Référé-expertise

L'expert peut se voir confier une médiation (p. 35)
Note CE

Sommaire

REPÈRE (page 3)

- Les zones grises de l'aide d'Étatn° 5

ALERTES (page 4)n° 10 et 11

ÉTUDES (page 7)

- Le dépassement du caractère national de la juridiction administrative française : le contentieux Schengenn° 8
- Le juge administratif et le loupn° 9

COMMENTAIRES

CONCURRENCE (page 16)

• Aides publiques économiques

Le statut d'établissement public recèle-t-il par nature une aide d'État ? - Michel Bazex et Sophie Blazyn° 61

CONTRATS (page 19)

• Marchés

Code des marchés de 2004 : illégalité de l'exclusion des contrats d'emprunt - Alain Ménéménisn° 62

Code des marchés de 2004 : la question des contrats globaux - Alain Ménéménisn° 63

Code des marchés de 2004 : la question des reconductions - Alain Ménéménisn° 64

Code des marchés de 2004 : illégalité du régime particulier des marchés de services de l'article 30 - Alain Ménéménisn° 65

Un marché peut-il être attribué à une entreprise ayant effectué des études préalables ?n° 66

ÉLECTIONS (page 24)

• Contentieux électoral

La recevabilité d'un candidat à la candidature - Note CEn° 67

ÉTRANGERS (page 26)

• Éloignement

Référé-liberté et reconduite à la frontière - Vincent Tchenn° 68

• Réfugiés

Contentieux des refus d'enregistrer une demande d'asile - Note CEn° 69

FONCTION PUBLIQUE (page 29)

• Accès à la fonction publique

L'ouverture de la fonction publique aux ressortissants communautairesn° 70

• Stage

Le contentieux du licenciement en cours de stage - Note CEn° 71

POLICE (page 31)

• Concours de police

Les maires peuvent-ils interdire les essais de plantes génétiquement modifiées ?n° 72

PROCÉDURE (page 32)

• Compétence administrative ou judiciaire

Compétence judiciaire pour statuer sur les préjudices occasionnés par un EPIC dans le cadre de ses activités de conseil - Frédéric Naudn° 73

• Instruction

La dispense d'instruction de l'article R. 611-8 du Code de justice administrative - Note CEn° 74

• Référé

Référé-suspension : à propos de la condition d'urgence - Note CEn° 75

• Référé

Référé-expertise : l'expert peut se voir confier une mission de médiation - Note CEn° 76

• Jugements

La modulation dans le temps des annulations contentieuses - Alain Ménéménisn° 77

PRATIQUES (page 37)

• La réforme pointilliste des propriétés publiquesn° 5

La rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet. Les arrêts portant la mention « Note CE » sont annotés par Francis Donnat et Emmanuel Glaser, commissaires du gouvernement près le Conseil d'État.

Un encart La Semaine juridique - Nouvelle formule est jeté dans le présent numéro.

Index

Compétence administrative ou judiciaire

Établissement public industriel et commercialcomm. 73

Concurrence

Aide publiquecomm. 61

Élection

Élection régionalecomm. 67

Environnement

Charte de l'environnementalerte 10

Protection du loupétude 9

Étrangers

Reconduite à la frontièrecomm. 68

Réfugiécomm. 69

Fonction publique

Recrutementcomm. 70

Stagecomm. 71

Juridiction administrative

Compétenceétude 8

Marché public

Attributioncomm. 66

Contrat d'empruntcomm. 62

Contrat globalcomm. 63

Marché de servicescomm. 65

Reconductioncomm. 64

Police

Concours de policecomm. 72

Procédure

Instructioncomm. 74

Jugementcomm. 77

Référé

Référé-expertisecomm. 76

Référé-suspensioncomm. 75

Service public

Analyse économiquealerte 11